

REVUE de PRESSE

Les articles sont résumés le plus objectivement possible; les opinions qu'ils contiennent n'engagent en rien la responsabilité de TransVIE.

Euthanasie

Après une publication accrue d'articles sur l'euthanasie dans les journaux et revues du pays, les forces promouvant l'euthanasie et celles opposées préparent une bataille au Parlement britannique. Le groupe de pression pour l'euthanasie prétend avoir le support de 90 parlementaires pour légaliser l'euthanasie. Les groupes pro-vie préparent leur réponse en introduisant un "avant-projet de loi" au Parlement. Cet avant-projet prendra en compte l'accompagnement des mourants et rejettera la décriminalisation de l'euthanasie. Son introduction est prévue pour le début de l'année et permettra de tester les positions de chaque parlementaire, informations qui se traduiront en conseils de vote aux élections à venir.

(LIFE and SPUC news in IRLF WR 24/01/92)

L'ouvrage "Final Exit" de Derick Humphrey, président de la Hemlock Society, organisation pro-euthanasie, a été traduit et publié en France au cours du mois de février 92 sous le titre "Exit Final", avec une préface de Hubert Reeves. On y trouve toutes les indications utiles pour se suicider, seul ou avec l'aide d'un proche.

Dans un article de l'American Journal of Forensic Psychiatry, le Dr Kevorkian, inventeur d'une machine à suicide qui a déjà fait trois victimes propose maintenant qu'un réseau de "spécialistes de la mort" ayant une qualification médicale soit établi aux Etats-Unis pour aider les gens à se suicider. Le Dr. Kevorkian n'a pas pratiqué de médecine sur une personne vivante depuis plusieurs décades.

(IRLF WR 31/01/92)

Selon le comité mis en place en Allemagne par le Ministère de la justice et le Secrétariat d'Etat à la santé, chargé d'enquêter sur la pratique médicale de l'euthanasie dans ce pays, 2,9% de toutes les morts, soit 3 700 cas, résultent de la prescription, de la fourniture ou de l'administration de substances avec l'intention explicite de précipiter la fin de la vie (Euthanasie sur demande : 2 300; suicide assisté : 400; administration de la mort sans demande préalable du patient : 1 000). ces chiffres n'incluent pas les cas où les tentatives de suppression de la douleur ou des symptômes ont pour conséquence l'accélération de la mort, ni la suppression de soins ayant pour effet volontaire ou involontaire l'accélération de la mort

(Lancet 19/10/91, in PRI Review 01/92)

avortement

En septembre 91, l'Eglise luthérienne américaine la plus importante numériquement, avait adopté une déclaration selon laquelle "il n'est pas certain que l'avortement soit un péché". depuis, 7 autres églises luthériennes ont publié des lettres pastorales affirmant que " historiquement et encore maintenant, les luthériens ont toujours affirmé que l'avortement est un péché, c'est-à-dire qu'il est contraire à la volonté de Dieu."

(The Wanderer 16/01/92, in IRLF WR 24/01/92)

Les organisations pro-vie américaines se sont mobilisées pour l'élection de candidats pro-vie aux prochaines élections. Pour les présidentielles, les cinq candidats majeurs du parti démocrate sont pro-avortement. En l'absence d'un candidat plus nettement pro-vie, les associations de défense de la vie ont choisi de soutenir la candidature du président sortant Georges Bush, dont le bilan en ce domaine est mitigé mais tout de même globalement pro-vie.

(IRLF WR 31/01/92)

L'organisation ultra-féministe américaine NOW [35 000 membres] a reconnu qu'elle apprenait aux femmes à réaliser des avortements sur elles-mêmes. Elle a reconnu avoir organisé une session d'entraînement à l'auto-avortement dans l'Utah. Le médecin qui a dirigé l'enseignement a reconnu qu'en plus de tuer un enfant à naître, la technique serait dangereuse pour les femmes en raison des infections, des avortements incomplets et des perforations d'utérus risqués. L'organisation NOW promeut l'auto-avortement de manière à saper les bases d'un retournement de législation qui interdirait l'avortement aux Etats-Unis.

(IRLF WR 31/01/92)

Seulement 16 avortoirs, appartenant à 10 propriétaires, réalisent 80% de tous les avortements pratiqués en Grande-Bretagne, soit 100 000 annuellement. De plus, 41 des 47 centres agréés par le gouvernement pour dispenser des informations sur l'avortement sont contrôlés par ces 10 propriétaires. Ces informations ont été soulignées lors d'une conférence organisée par l'association pro-vie Christians Caring For Life

(CCFL Newsletter 12/91, in IRLF WR 24/01/92)

A la suite d'une révélation de corruption, le Congrès des Etats-Unis a demandé une enquête sur les finances de l'Agence Américaine pour le Développement International (US-AID). Cette agence fédérale a pour objet de répartir sur les différents projets et aux divers organismes non-gouvernementaux les fonds fédéraux destinés au développement du Tiers-Monde. A plusieurs reprises, elle a financé des organismes privés promouvant l'avortement, tels que le Population Council ou l'IPAS (fournisseur de machine à vide pour avortement), en violation d'un décret interdisant depuis 1984 le financement d'organismes promouvant l'avortement comme méthode de planification familiale.

(PRI Review 01/92)

Selon une étude du Alan Guttmacher Institut, le bureau d'études de la Fédération Américaine du Planning Familial (PPFA, pro-avortement), les tarifs appliqués par les avorteurs américains vont de \$245 (1350 FF) en moyenne pour les avortoirs spécialisés à \$1757 (9650 FF) en moyenne dans les hôpitaux non-spécialisés. L'étude rapporte également que plus de 80% des structures qui réalisent 400 avortements au moins chaque année sont actuellement la cible de "piquets de protestation" de la part des groupes pro-vie.

(IRLF WR 31/01/92)

Une cour de justice a confirmé l'interdiction faite à une fillette de 14 ans, qui déclare être enceinte à la suite d'un viol, de se rendre en Angleterre pour avorter, la constitution irlandaise protégeant l'enfant à naître depuis un referendum de 1983. Les groupes pro-avortement, avec le soutien de la présidente du pays, ont saisi l'occasion pour avancer leur cause, en s'appuyant notamment sur la liberté de libre-circulation garantie par la CEE.

(Herald Trib. Int., 18/02/92; Le Monde, 19/02/92, 24/02/92)

RU 486

Deux organisations pro-vie anglaises, LIFE et Feminists Against Eugenics ont intensifié leur campagne contre le RU 486 par des cycles de conférences, des articles dans la presse, et la diffusion d'une liste de substituts aux produits Roussel-Uclaf permettant le boycott de la firme produisant le RU 486.

Aux Etats-Unis, deux organisations pro-avortement, parmi lesquelles l'association NOW, ont déclaré être en possession de deux pétitions demandant la légalisation du RU 486, la première de 115 000 signatures et l'autre de 135 000. Elles ont réclamé une rencontre avec les filiales américaines de Hoechst (maison-mère de Roussel-Uclaf), rencontres qui ont été déclinées.

(IRLF WR 31/01/92)

Implant abortif

A deux reprises à l'occasion de congrès communs, l'IPPF (Fédération Internationale du Planning Familial), l'ICM, l'OMS et l'UNICEF ont manifesté leur intention d'utiliser les compétences des sages-femmes pour la promotion des méthodes de contraception, parmi lesquelles "la prescription de contraceptifs oraux, de stérilets et d'implants Norplant."

(IPPF médical bulletin 06/91, in PRI Review 01/92)

Selon une publication d'un institut promouvant le contrôle des naissances, le Norplant aurait été approuvé au Mexique, au Chili, en Colombie, en République Dominicaine, en Equateur, au Pérou et au Venezuela.

(Popline 11/91, in IRLF WR 24/01/92)

Contrôle des naissances

L'organisation des Nations-Unies pour la Population (UNFPA), impliquée dans la politique coercitive de contrôle des naissances en Chine, a prévu une augmentation de 4% de son budget en 1992, soit un total de 221 millions de dollars (soit l'équivalent de 1,2 milliards de francs français). L'organisation réclamait une augmentation de 18%.

(Population (UNFPA) 12/91, in IRLF WR 24/01/92)

Un représentant de la Fédération Internationale du Planning Familial (IPPF) a été élu le 18/11/91 pour trois ans au bureau du Comité pour la Famille des Organisations Non-Gouvernementales reconnues par les Nations Unies. Ce comité animera diverses activités en relation avec l'Année Internationale de la famille en 1994.

(Vienna Perspective 11/91, in IRLF WR 24/01/92)

Une étude menée au SRI LANKA a mis en évidence un lien étroit entre le montant de la compensation financière offerte et le nombre de "volontaires" pour la stérilisation, la courbe de l'un épousant fidèlement celle de l'autre pendant 20 ans, jusqu'aux années récentes toutefois, où le nombre de volontaires décline malgré une augmentation du montant de la compensation.

(Journal of Biosoc. Science 1988, in PRI Review 01/92)

Selon une étude sur l'incitation financière à la stérilisation au Bangladesh, publiée par le Population Council (un organisme privé américain pro-avortement, fondé par John D Rockefeller en 1952, et propriétaire du brevet déposé pour le Norplant - un implant abortif d'un effet de 5 ans), 3/4 des personnes recrutées comme "volontaires" pour la stérilisation n'ont jamais essayé préalablement une méthode réversible de contraception. L'auteur constate que le paiement d'une compensation (équivalente à 1 mois de salaire) aboutit au "volontariat" des tranches les plus pauvres de la population. Il observe une augmentation significative du nombre de volontaires en hiver entre deux récoltes, lorsque les salaires sont faibles et le chômage élevé. Selon plusieurs études, 7 à 38% des femmes volontaires pour la stérilisation regretteraient par la suite leur décision. Malgré ces observations qu'il qualifie de "gênantes", l'auteur conclut en prenant la défense des compensations dont il vient de montrer les effets pervers.

(HLI Reports 12/91)

Politique familiale

Les femmes du Parti Démocratique de Gauche Italien (l'ancien parti communiste) ont tenu des états généraux les 9-10/01/92 sur le thème : "Le Temps de la Maternité". Les participants à ce congrès ont étudié la possibilité de modifier les codes du travail et les politiques fiscales de manière à venir en aide aux femmes enceintes et aux mères de jeunes enfants. Il y a eu également des discussions sur les droits de l'enfant à naître. Les participants ont déclaré qu'ils n'étaient pas opposés à la loi actuelle régissant l'avortement, ni au droit des femmes à l'"auto-détermination", mais on a pu entendre une participante, Claudia MANCINA, demander : "Si, au nom d'une éthique de droits de l'homme et d'une éthique écologique, nous donnons une valeur aux vies animales et même aux choses non-vivantes, comment est-il possible de rejeter tout argument concernant les droits de l'embryon et du fœtus ?".

(La Repubblica 10/01/92, in IRLF WR 24/01/92)

Lors d'un symposium sur la santé maternelle et infantile et la planification familiale au Japon les 14-15/11/91, les participants se sont inquiétés du vieillissement de la population japonaise. Le taux de fécondité est passé de 1,57 en 1989 à 1,53 en 1990. Des autorités locales commencent à prendre des mesures pour relever le taux de natalité, telles que la gratuité des soins pendant la grossesse et jusqu'à l'âge de 3 ans ou des incitations financières au mariage et à la fécondité. 47 des 48 municipalités de la ville d'Oita ont déjà pris de telles mesures.

(JOICFP News 01/92, in IRLF WR 24/01/92)

Désinformation

A l'université de Washington à Seattle, on a pu entendre Dan Chiras, un professeur enseignant les sciences environnementales, déclarer que plus de 40 millions de personnes mouraient de faim et de malnutrition chaque année.

Etant donné que les Nations-Unies et l'OMS s'accordent pour estimer à 50 millions le nombre annuel total de morts dans le monde, toutes causes confondues, et que 10 millions ont lieu dans des pays développés où [quasiment] personne ne meurt de faim, cela signifierait que tous ceux qui meurent dans le Tiers-Monde meurent de faim et de malnutrition.

(PRI Review 01/92)

Société

De 400 000 à 1 000 000 d'enfants chaque année seraient victimes de coups et d'abus, en Allemagne. Le Parlement envisage une nouvelle législation qui permettrait aux enfants de porter plainte contre leurs parents.

(Newsweek 16/12/91, in PRI Review 01/92)

Organisations pro-avortement

La première conférence inter-africaine sur la santé des adolescents se tenait les 28-31/01/92 à Nairobi (Kenya). Elle était organisée par le Center for Population Options (CPO). Le directeur de cette Organisation Non-Gouvernementale américaine est également directeur de l'IPAS, une autre ONG spécialisée dans la diffusion de l'avortement. Le CPO possède aux Etats-Unis un bureau chargé des médias qui réclame la diffusion sur les chaînes nationales de programmes d'éducation sexuelle dont l'un promeut l'avortement, un autre promeut la vasectomie, et un troisième présente le dépucelage d'un garçon de 15 ans.

(PRI Review 01/92)

Actions pour la vie

L'organisation pro-vie Human Life International (USA) a financé l'édition en Croatie, fin 91, de sa première brochure pro-vie rédigée en langue russe

(HLI Reports 12/91)

Au Royaume-Uni, quatre organisations d'envergure nationale et de confession chrétienne (dont deux dédiées à la défense de la vie, CARE et CCFL) se sont jointes pour préparer en commun les prochaines élections parlementaires. Des réunions publiques seront organisées dans chaque circonscription électorale, au cours desquelles les candidats seront priés d'exprimer leurs positions sur six questions élaborées en commun : l'avortement, le commerce du dimanche, la pauvreté et la clochardisation, la pornographie, l'accès au crédit et le sur-endettement des ménages, le développement et le Tiers monde.

(CCFL Newsletter 12/91)

Depuis le 11/02/92, l'association anglaise de défense de la vie SPUC a lancé une campagne de conscientisation intitulée "Campagne du battement de coeur" (à chaque battement de coeur, un enfant au moins meurt de l'avortement quelque part dans le monde). SPUC a choisi dans les mois à venir d'intensifier son action pour l'élection de députés pro-vie.

(Human Concern 12/91)

Les associations pro-vie sud-coréennes font état d'un avancement important de leur travail ces temps derniers : l'Eglise Evangélique a établi une structure pro-vie, les jésuites ont mis en place un centre d'étude sur les questions du respect de la vie, des réunions de prière pour la guérison des femmes souffrant du syndrome post-avortement sont régulièrement organisées, et un hebdomadaire chrétien a inauguré une colonne régulière donnant des informations pro-vie. Les groupes de défense de la vie s'activent également à la traduction en coréen de matériel pro-vie et à la compilation de données sur l'état de l'avortement dans le pays.

(IRLF WR 31/01/92)

Sherry Hawco Delanty, une canadienne de 27 ans, qui avait cessé tout traitement chimiothérapique du cancer qui l'affectait lorsqu'elle apprit qu'elle était tombée enceinte, est morte sept semaines après avoir donné naissance au fils pour la santé duquel elle avait cessé son traitement.

autres documents reçus

UNEC. Synthèse du 6^e Colloque de Rouffach. Contient entre autres choses le texte de l'allocution de Thierry Lefevre (de La Trêve de Dieu) : "Le sauvetage des enfants pas encore nés", et deux aides-mémoires argumentaires : "[18] questions embarrassantes aux avorteuses et avorteurs", et "[27] questions embarrassantes aux futurs euthanasistes".

[UNEC, secrétariat général : BP 114, 95210 St Gratien, F]

AGENDA

Aix-en-Provence, 18/03/92

Conférence-débat par François Algoud "L'enfance en danger : la marée noire de la pornographie". 20h30, maison "Le Ligourès" place Romée de Villeneuve.

BIBLIOGRAPHIE

Together Again : Reuniting Men and Women, Love and Sex, Mothers and Children.

Betty STEELE, 1991. 207 P. US\$ 15. [Histoire et dénonciation de l'ultra-féminisme et de ses mensonges et conséquences. Propositions pour un féminisme humain (et pro-vie). Conseillé par H.L.I. (association pro-vie). Disponible auprès de : HLI, 7845 Airpark Road, Suite E, Gaithersburg MD 20879 USA] [NC]

TransVIE-mag®

7, rue du G^{al} Roland, 25000 BESANCON, FRANCE

Directeur de publication: François PASCAL

Imprimeur: BURS REPRO, rue Lecourbe, BESANCON

TransVIE-mag est une marque déposée.

lu pour vous

L'Etat de la Planète 1991.

Lester R. Brown, WorldWatch Institute. 1991.
Editeur en France : Economica. 385 p. 98 FF.
ISBN 2-7178-2034-5.

[Sous apparence d'oeuvre scientifique, outil de propagande malthusienne tendant à légaliser l'avortement comme moyen de contrôle des naissances. Le WorldWatch Institute est connu de tout temps pour sa position en faveur de l'avortement. Le présent livre contient 8 chapitres tendant à montrer que le monde se porte mal (énergie, déchets, congestion des villes, déforestation, dégradation de l'environnement dans les anciens pays communistes,...), une introduction tendant à lier les dégradations à la croissance démographique (16 références à ce problème en 30 pages) et un chapitre entier intitulé "Faire face au problème de l'avortement". Il convient de préciser que l'édition de cet ouvrage a été financée par le Rockefeller Brothers Fund et le Winthrop Rockefeller Trust. Les travaux de recherche du WorldWatch Institute ont été financés entre autres fondations par la Fondation Rockefeller et par le Fond des Nations-Unies pour les activités en Matière de Population (UNFPA). Herman Daly, économiste de la Banque Mondiale, a participé à l'élaboration de l'ouvrage. Tous ces organismes et fondations promeuvent ou financent l'avortement.

Restant dans son domaine de compétence, TransVIE-mag s'est attaché à analyser le chapitre consacré à l'avortement.

Ce chapitre procède d'une dynamique argumentaire maintenant bien rodée et typique des publications pro-avortement :

a/amener les opposants sur un terrain idéologique pour mieux les discréditer ("A l'heure actuelle l'avortement est au coeur d'un débat public passionné sur les croyances religieuses et morales concernant le statut du fœtus et le droit de la femme à choisir sa grossesse et sa maternité" (p 183); "Les politiques en matière d'avortement restent soumises à des priorités étriquées qui ne reflètent qu'un type de croyances et d'attitudes" (p.213));

b/face aux fanatismes idéologiques, se prévaloir d'une approche pragmatique ("Il faudra sans doute longtemps avant qu'un débat sans passion sur l'avortement soit possible." (p. 184));

c/invoquer la fatalité ("L'histoire montre que les femmes déterminées à maîtriser le nombre de leurs enfants y auront recours, même si cela implique des pratiques illégales et dangereuses." (p. 184));

d/en d'autres termes, ce sont les opposants à l'avortement qui sont criminels ("Si tant de femmes dans le monde sont condamnées à mourir ou à subir des séquelles physiques [d'avortements illégaux], ce n'est pas faute d'une technologie appropriée, mais faute d'accorder une valeur suffisante à la vie des femmes". (p. 208));

e/suggérer que la mortalité maternelle consécutive aux avortements illégaux coûte très cher à la société ("Dans les pays où l'incidence des pratiques illégales est forte, une part démesurée des rares ressources médicales disponibles est consacrée à soigner les complications." (p. 185));

f/gonfler le nombre d'avortements illégaux (par exemple, 800 000 avortements illégaux annuellement en Indonésie (p. 203));

g/Conclusion : il convient de dépenaliser l'avortement, (et développer la contraception) ("une dépenalisation et une clarification des législations sur l'avortement permettraient de garantir les droits des couples dans le monde à planifier et à échelonner leur descendance en toute sécurité." (p. 213)).

Le caractère partisan de l'étude est très sensible si on étudie les références citées. Sur 74, 54 sont tirées de publications ou d'organismes pro-avortement, tels que le Alan Guttmacher Institute, le Planning Familial, le Population Reference Bureau, le NARAL (Ligue d'Action pour le Droit à l'Avortement), le Population Council, l'IPAS (organisme pourvoyant le Tiers-Monde en machines à vide pour avortement), ou le Comité National Zairois des Naissances Désirables. 7 sont des communications privées ou des documents jamais publiés, donc invérifiables. Aucune n'est tirée de textes issus d'associations d'opinion pro-vie.

Bien que reconnaissant que "seuls quelques pays possèdent des statistiques fiables sur l'incidence de l'avortement provoqué et des taux de mortalité maternelle qui y sont associés" (p.208), l'ensemble du chapitre est basé sur l'emploi judicieux des chiffres qui ne sont en fait que "des estimations". Enfin, la valeur scientifique du travail peut être légitimement mise en doute lorsque la France est classée dans la catégorie de pays possédant "une législation libérale sur l'avortement (...)[carctérisée par] l'absence d'obstacles juridiques à l'avortement" (p. 187) (à moins qu'il ne s'agisse d'une reconnaissance implicite de l'inapplication ou de l'inapplicabilité de la loi française sur l'avortement). On peut aussi lire (p. 212) : "Ainsi, sur l'Ile Cotland en Suède, les avortements ont pratiquement été réduits de moitié grâce à un programme intensif mené pendant trois ans et destiné à fournir des informations en matière de planning familial et à améliorer la qualité des services. Des résultats comparables ont été enregistrés en France et dans d'autres pays." Remarque totalement en contradiction avec l'observation du Planning Familial lui-même selon lequel le nombre d'avortements en France est stable (Libération, 20/01/92)].

